

Unité Départementale Aube – Haute-Marne TROYES, le 06 février 2026

Nos réf. : SAU/EC/MI n° 26 - 058

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2026

Contexte et constats

Publié sur 

SAIPOL

Les Essarts
10400 LE MERIOT

Code AIOT : 0005702999

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 janvier 2026 dans l'établissement SAIPOL implanté Les Essarts - 10400 LE MERIOT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite au débordement accidentel de la station d'épuration du site, survenu le 25 janvier 2026. Des effluents organiques ont été reversés dans le milieu naturel, impactant un bras mort de la Seine, à proximité de l'écluse de BEAULIEU.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAIPOL
- Les Essarts - 10400 LE MERIOT
- Code AIOT : 0005702999
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

SAIPOL au MERIOT est une filiale de la société SAIPOL qui appartient au groupe français AVRIL. Les principales activités de la filiale du MERIOT sont la trituration de graines d'oléagineux (3,6 millions de tonnes de graines triturées), le semi-raffinage d'huiles végétales et l'estérification à savoir la production d'EMHV (d'ester méthylique destiné à la fabrication de biodiesel). Le site est SEVESO seuil bas.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration d'accident	Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Analyse de risques	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7-2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Objectifs d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/03/2009, article 2.1.1. (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	Dossier de lutte contre la pollution accidentelle des eaux	Arrêté Préfectoral du 12/03/2009, article 7.7.7.1.	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
5	Émissions des eaux résiduaires après épuration	Arrêté Préfectoral du 07/08/2025, article 2.3
6	Autosurveillance des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 07/08/2025, article 9.2.3.4

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cet accident résulte d'une combinaison de facteurs. Mais la difficulté majeure a été de l'identifier : informations contradictoires de l'instrumentation, certitudes, description imprécise du phénomène observé, manque de communication. Le volume de boues graisseuses rejetées accidentellement est faible, mais la couche fine présente à la surface de l'eau du bras mort de la Seine était visible. L'exploitant a su se montrer réactif, une fois l'accident détecté. Il a pris spontanément les mesures nécessaires afin de limiter les impacts potentiels sur le milieu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déversement dans le milieu
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées. La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.
Constats : L'événement survenu le 25 janvier 2026 a été confirmé par l'exploitant à la DREAL aussitôt après la levée de doute demandée par ce service. La déclaration d'accident a été réalisée le 26 janvier 2026 via la plateforme dédiée. Un rapport complémentaire a été demandé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le rapport d'accident devra être déposé sur la plateforme d'ici le 26 février 2026, grâce au lien transmis à cet effet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Analyse de risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7-2
Thème(s) : Risques accidentels, EDD
Prescription contrôlée : <p>L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.</p> <p>Cette démarche d'analyse de risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise.</p> <p>Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions, les marches dégradées prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité, de manière proportionnée aux risques ou lorsque les dangers sont importants.</p>
Constats : <p>Les études de dangers précédentes ne contiennent aucune référence à la station d'épuration dans la synthèse de l'analyse de risques. Pour rappel, celle-ci doit analyser les risques humains, structurels et environnementaux.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Une mise à jour de l'étude de dangers est attendue d'ici le 4 mars 2026. L'exploitant veillera à y intégrer le retour d'expérience de cet accident et l'analyse des risques afférents à la station d'épuration.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Objectifs d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2009, article 2.1.1. (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Déversement d'effluents
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour [...] prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.
Constats : Cet accident met en exergue plusieurs problématiques : <ul style="list-style-type: none">- absence de communication et de remontée d'informations entre le chef de quart de l'entreprise et l'astreinte du sous-traitant, responsable de la station d'épuration, chacun d'eux ayant mené des actions sur la station sans en référer au second ;- foisonnement du bassin biologique non prévisible au regard des données antérieures de l'autosurveillance ;- inefficacité de l'injection de produit antimousse au regard de la nature des boues grasses émulsifiées ;- informations délivrées par le capteur de niveau haut et par la sonde turbidité de ce bassin, faussées par la nature du rejet (présence d'air dans ces émulsions) ;- alarme tardive de la sonde de turbidité ;- inadéquation des instruments de suivi en place avec la nature du foisonnement des boues grasses présentes lors de cet événement ;- problème de paramétrage de l'alarme qui, après avoir été acquittée suite à un premier déclenchement, ne se réarme pas. Lors de l'inspection du 28 janvier 2025, l'exploitant et son sous-traitant ont présenté les solutions mises en place pour gérer l'accident et remettre en fonctionnement la station d'épuration. Une entreprise de curage est intervenue d'une part, pour évacuer les boues grasses émulsifiées présentes dans le bassin biologique et dans le clarificateur vers des installations de méthanisation, et d'autre part, pour nettoyer les canalisations par lesquelles cet effluent est passé jusqu'au point de rejet, afin de ne pas impacter les rejets ultérieurs. L'inspection des installations classées a pu vérifier sur site que le bassin biologique et le clarificateur étaient de nouveau limpides et que le nettoyage des canalisations était en cours. De plus, l'entreprise a mandaté un prestataire pour la pose de barrage flottant et pour le pompage des effluents visibles dans le milieu naturel (bras mort de la Seine, après l'écluse de Beaulieu). En outre, l'exploitant et son sous-traitant ont également identifié plusieurs solutions techniques et organisationnelles pour éviter la reconduction de cet événement : <ul style="list-style-type: none">- paramétrage de l'alarme de manière à ce qu'elle soit itérative ;- redondance du capteur de niveau dans le bassin biologique ;- ajout d'une sonde de détection de mousse ;

<ul style="list-style-type: none"> - ajout de sondes de conductivité en plusieurs points stratégiques pour détecter les changements de phases ; - consigne conditionnant l'arrêt de la partie "traitement physico-chimique 2" à l'ouverture partielle des vannes de pied de bacs pour orientation du potentiel débordement vers la cuve de récupération "toutes eaux".
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées l'échéancier relatif à la mise en place des mesures de prévention identifiées par l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>

N° 4 : Dossier de lutte contre la pollution accidentelle des eaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2009, article 7.7.71.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Débordement d'effluents</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant constitue à ce titre un dossier "LUTTE CONTRE LA POLLUTION ACCIDENTELLE DES EAUX", adressé pour approbation au Service de la Navigation de la Seine chargé de la police de l'eau, qui permet de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la toxicité et les effets des produits rejetés qui en raison de leurs caractéristiques et des quantités mises en œuvre peuvent porter atteinte à l'environnement lors d'un rejet direct, • leur évolution et les conditions de dispersion dans le milieu naturel, • la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux, • les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre, • les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune ou la flore exposées à cette pollution, • les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses. <p>L'ensemble de ces documents est régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que ce dossier a été intégré au plan d'opération interne (POI). Les risques de pollution accidentelles de l'eau sont déclinés au chapitre 3.5 (pages 71 et suivantes). Y sont listés les zones identifiées à risques :</p>

- stockage de produits dangereux : acides, soude, ...
- stockage de produits polluants: huile, glycérine, ...
- aire de chargement et de déchargement
- bassin des eaux pluviales
- canalisations de liaison avec l'apportement Seine

Il convient d'inclure la station d'épuration parmi les zones à risque de pollution accidentelle.

En outre, les secours environnementaux pré-identifiés à la page 77 du POI s'appuient sur :

- Moyens internes : absorbant, bassin de confinement, tapis obturateurs ;
- Moyens externes : barrage flottant mis en place par les pompiers.

L'inspection des installations classées note que les moyens externes, présentés dans ce document, reposent uniquement sur l'action des pompiers, alors que le barrage flottant et le pompage ont été mis en œuvre par ses prestataires privés. Il convient d'actualiser la liste des intervenants possibles au titre de ces moyens externes.

Par ailleurs, le chapitre 9 du POI présente les conditions de remise en état de l'environnement. A la page 95, l'exploitant liste les actions à réaliser en post-accident, notamment pour une pollution des eaux de surface :

1. Expertise de l'état des eaux de surface de la Seine et de la noue de Pigny
2. Identification de l'éventuelle pollution des eaux
3. En cas de pollution :
 - Mesures de gestion de la pollution (confinement)
 - Dépollution des eaux (pompage, traitements)

Dès le lundi 26 janvier 2026, l'exploitant a mandaté un prestataire pour la pose d'un barrage flottant, permettant de regrouper les matières en suspension, puis leur pompage depuis une barge. Lors de l'inspection, les résultats de la qualité des effluents rejetés ont été présentés (cf. constats suivants).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient d'inclure la station d'épuration parmi les zones à risque de pollution accidentelle et d'actualiser la liste des intervenants possibles au titre de ces moyens externes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Émissions des eaux résiduaires après épuration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2025, article 2.3			
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles			
Prescription contrôlée :			
L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :			
<u>Référence du rejet vers le milieu récepteur : n°5</u>			
Débit de référence	Maximum journalier en m ³ /j	Moyen mensuel en m ³ /j	
	145	120	
Paramètres	Concentration moyenne journalière en mg/l	Flux maximum journalier en kg/j	Flux moyen mensuel en kg/j
DBO ₅	30	4,4	3,6
DCO	100	14,5	12
MEST	35	5,1	4,2
HCT	5	0,75	0,6
Azote Global (NGL)	20	2,9	2,4
PT	2	0,3	0,24
Chlorures			
Dans le cadre du suivi du paramètre chlorures, l'exploitant réalise un suivi des émissions sur ce paramètre et propose, dans un délai de dix-huit mois à compter de la notification du présent arrêté, un flux d'émission à respecter. L'inspection des installations classées fixera une valeur limite d'émission à réception du positionnement de l'exploitant.			
Constats :			
Le sous-traitant, responsable de la station d'épuration, a présenté les résultats de l'autosurveillance lors de la visite d'inspection.			
Le débit rejeté de 33.6 m ³ le 25 janvier 2026 confirme la valeur indiquée à l'astreinte DREAL lors de la confirmation de l'accident. Cependant, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant d'expliquer les différences entre ce volume et celui télédéclaré de 44 m ³ .			

L'exploitant explique que les dates affichées sont légèrement décalées : la journée du 24 janvier 2026 présente la synthèse des prélèvements réalisés entre le 24 janvier à 6h et le 25 janvier à 6h. Ce qui explique un débit de 10.5 m³, rejeté en réalité le 25 janvier 2026 entre 1h (d'après les données recueillies) et 6h. Ce volume qui figure dans le tableau relatif à l'autosurveillance du site a été omis lors de l'évaluation initiale.

Le débit maximal était de 128 m³/j et le débit moyen de 35 m³/j. La concentration maximale de MES était de 17 mg/L pour une moyenne de 4,7 mg/L et un flux maximal de 0,66 kg/j. La concentration maximale de DCO était de 68,2 mg/L pour une moyenne de 60,9 mg/L et un flux maximal de 8,4 kg/j. La concentration maximale en azote global (Ngl) était de 22,2 mg/L pour une moyenne de 2,29 mg/L. La concentration maximale en phosphore total (Pt) était de 0,6 mg/L pour une moyenne de 0,17 mg/L. Ces résultats, ainsi que celles du pH et de la température, sont conformes aux valeurs prescrites.

Les prélèvements réalisés sur les matières rejetées accidentellement montrent que leur pH, leur température, les flux de DCO restent conformes. Toutefois les valeurs atteintes par ce mélange d'eau et d'émulsions grasses présentaient les concentrations suivantes :

Paramètres	concentration des rejets accidentels	valeurs limites d'émission
MES	76 470 mg/L	35 mg/L
DCO	174 mg/L	100 mg/L
NGL	21.5 mg/L	20 mg/L
Pt	2.85 mg/L	2 mg/L

Hormis pour les matières en suspension (MES), les valeurs mesurées sur ces effluents émis accidentellement sont de même ordre de grandeur que celles prescrites.

Par ailleurs, les résultats obtenus pour le mois de janvier 2026 montrent que la qualité des rejets était suivie et maîtrisée, hormis au moment de l'accident.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Autosurveillance des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2025, article 9.2.3.4				
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles				
Prescription contrôlée :				
Paramètre	Point de prélèvement	Fréquence	Type d'analyses	Enregistrement
Débit	Entrée et sortie station	En continu	Autosurveillance	Oui
		Mensuelle	Labo	Non
Température	Sortie station	En continu	Autosurveillance	Oui
		Mensuelle	Labo	Non
pH	Entrée et sortie station	En continu	Autosurveillance	Oui
		Mensuelle	Labo	Non
Turbidité	Sortie station	En continu	Autosurveillance	Oui
		Mensuelle	Labo	Non

Paramètre	Type d'échantillon	Fréquence	Type d'analyses	Point de prélèvement
Conductivité	Moyen 24 h	Mensuelle	Labo	Sortie station
Couleur	Moyen 24 h	Mensuelle	Labo	Sortie station
MES	Moyen 24 h	Journalière	Autosurveillance	Entrée et sortie station
	Moyen 24 h	Mensuelle	Labo	Sortie station
DCO	Moyen 24 h	Journalière	Autosurveillance	Entrée et sortie station
	Moyen 24 h	Mensuelle	Labo	Sortie station
DBO ₅	Moyen 24 h	Par calcul	Autosurveillance	Entrée et Sortie station
	Moyen 24 h	Mensuelle	Labo	Sortie station
N global	Moyen 24 h	Semestrielle	Labo	Entrée et sortie station
NTK	Moyen 24 h	Semestrielle	Labo	Entrée et sortie station
Chlorures	Moyen 24 h	Mensuelle	Autosurveillance	Sortie station

P total	Moyen 24 h	Semestrielle	Labo	Sortie station
HCT	Moyen 24 h	Trimestrielle	Labo	Sortie station

Les analyses doivent être effectuées sur des échantillons non décantés.

Les méthodes d'analyses utilisées respectent aux méthodes et normes en vigueur.

Constats :

Le sous-traitant, exploitant de la station d'épuration, a présenté lors de l'inspection, les résultats du suivi des eaux de la station d'épuration.

L'inspection des installations classées a vérifié par sondage la réalisation de l'autosurveillance journalière. En entrée de la station d'épuration, elle porte sur les paramètres : débit, pH, MES, DCO. En sortie de la station d'épuration, elle vise, en plus, les paramètres température et NGL.

Type de suites proposées : Sans suite